

Le Coup d'Etat de Sarkozy

Quelle complicité des partis politiques a-t-il fallu pour que la Révision Constitutionnelle de Juillet 2008 passe ? A moins que ce soit une cécité intellectuelle et collective !

Cette révision est passée avec une voix de majorité. Merci, Monsieur Jack Lang, d'y avoir apporté votre voix ; c'était vraiment celle qui manquait ! Mais quel débat l'a précédée ? Comment l'article 37 qui donne au Président de la République le droit d'interdire au Parlement de débattre des sujets qui lui déplaisent, n'a pas soulevé une opposition générale ? La Démocratie est bien malade.

D'ailleurs dans le couple Démocratie-Monétarisme, c'est toujours le plus dictatorial des deux qui finit par l'emporter. La démocratie, c'est le gouvernement par les élus de tous les citoyens ; le Monétarisme, tout prouve depuis son instauration qu'il est la dictature des marchés.

D'ailleurs le traité de Maastricht ne stipule-t-il pas que « Toute restriction aux mouvements de capitaux et aux paiements, à la fois entre les Etats membres et entre les états membres et les tiers, est interdite (art. 56, ex art. 73B et suivants) ». Pouvait-on trouver une phrase plus explicite pour donner la Primauté à la Finance. C'est la restauration de la féodalité. De terrienne qu'elle était, elle est devenue financière. Elle garde la même tare : celle de faire du paupérisme, pour les états et pour le peuple d'une part, et d'autre part de la richesse insolente pour une caste de privilégiés.

Le transfert vers les paradis fiscaux des bénéfices des grandes entreprises dispense celles-ci de participer à l'impôt, et les recettes des états s'amenuisent. S'amenuisent aussi les investissements collectifs, les services publics, la redistribution et la solidarité. Les Vaches Maigres ne sont pas un effet climatique ; elles sont bel et bien le résultat d'un vol de notre richesse produite par une oligarchie financière. Quel apprenti sorcier a confié juridiquement la

Primauté du pouvoir à cette Finance ? Et on s'étonne que la construction de l'Europe sur la base du monétarisme, reçoive une opposition croissante.

Et pour compléter cette descente aux enfers, notre premier magistrat de France s'offre le luxe d'un coup d'état ; il devient ipso facto un dictateur potentiel ; que laissera-t-il au parlement ? Il n'a même plus confiance en sa majorité ; elle pourrait se souvenir qu'en 1929, cette majorité avait remis en marche la machine économique en amendant le système en place. Est-ce pour cela qu'il n'a confiance qu'en lui-même pour protéger les intérêts de l'oligarchie financière où il compte de bons amis.

Jusqu'où ira l'aveuglement de nos concitoyens ?

Pierre Bellenger